



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Bilan de la politique de sécurité

Question au Gouvernement n° 4675

Texte de la question

BILAN DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Julien Aubert.

M. Julien Aubert. Monsieur le ministre de l'intérieur, hier vous étiez en déplacement à Nice avec le Président de la République, ou plutôt, devrais-je dire, avec le candidat à l'élection présidentielle de 2022. Je ne vois pas comment qualifier autrement un programme électoral pour les dix prochaines années, avec comme alibi l'inauguration d'un vague hôtel de police fantôme, dont vous inaugurez pour la troisième fois la première pierre et dont les travaux ne débiteront pas avant deux ans. *(Rires sur plusieurs bancs des groupes LR et SOC.)*

C'est curieux, monsieur le ministre, cette manie de vouloir absolument parler de l'avenir et jamais du passé, ou plutôt du bilan, un bilan que vous vous êtes efforcé de farder et d'embellir, à défaut d'en être sincèrement fier. La diminution des cambriolages de logements de 15 % ? Vous auriez pu préciser que c'est le confinement de 2020 qui l'a permise. Même les statistiques de votre ministère l'indiquent ! Vous nous répondez que vous avez augmenté les effectifs des forces de l'ordre : dommage pour vous, la Cour des comptes a apporté un démenti cinglant, expliquant que les effectifs sur le terrain avaient baissé. Je suis sûr que le Premier ministre ne va pas démentir la Cour des comptes.

J'ai une question, monsieur le ministre : pourquoi le Président de la République, à trois mois d'une élection et à trois jours d'un discours de la candidate des Républicains, décide-t-il de parler de sécurité pour les prochaines années ? Est-ce que le déplacement à Nice sera inscrit au compte de campagne d'Emmanuel Macron ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. Erwan Balanant. On donne des voitures aux policiers, vous leur donnez des kärchers !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. C'est bien le problème, monsieur le député : vous faites beaucoup de comptes et vous avez une vision très comptable de la sécurité des Français ! C'est ce qu'ils vous ont longtemps reproché. Vous devriez vous réjouir que 15 milliards d'euros aillent à la sécurité, après une augmentation sans précédent du budget du ministère de l'intérieur. *(« Eh oui ! » sur quelques bancs du groupe LaREM.)* En 2021, justement, vous n'avez pas voté les crédits qui permettaient de mettre 170 millions dans le commissariat de Nice *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens)*, qui attend depuis un siècle d'être rénové. En présence de M. Falco, M. Estrosi – je crois que vous le connaissez bien – a félicité le Président de la République, me semble-t-il. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Mesdames, messieurs, attention : à force de rétrécir, vous tournez le dos à beaucoup de vos anciens amis.

(Mêmes mouvements.)

C'est très mauvais pour le cœur, de vous exclamer ainsi.

Quelques mots simplement pour vous dire, monsieur Aubert, que la sécurité des Français est garantie par le Gouvernement, qui lui consacre des moyens. Comme dirait la publicité, il y a ceux qui en parlent et il y a ceux qui le font. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.)*

M. le président. La parole est à M. Julien Aubert.

M. Julien Aubert. S'il y a une chose dont nous sommes sûrs aux Républicains, ce qu'il ne faut pas vous tourner le dos, monsieur le ministre. *(Rires sur les bancs du groupe LR.)*

En attendant, pendant que vous fanfaronnez, dans le Vaucluse, à Carpentras, à Cavaillon, nous avons des choufs qui font le guet dans la rue, qui réveillent les gens la nuit, qui viennent prendre leur douche et recharger leur téléphone portable. Vous êtes venu à Carpentras, vous n'avez annoncé aucun renfort d'effectifs, alors que je vous ai envoyé un courrier le 27 septembre. Le tribunal lui-même manque de moyens.

Nous ne serions pas obligés de sortir le kärcher si, pendant cinq ans, vous n'aviez pas délicatement agité le brumisateuse, monsieur le ministre ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)* Plutôt que d'essayer ainsi de mélanger les années Sarkozy, vous devriez être fier de ce qui a été fait ! Vous avez oublié que vous étiez alors aux Républicains ; nous, nous n'avons pas oublié ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe UDI-I.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Sébastien Jumel. Faites un congrès !

M. Gérald Darmanin, ministre. Monsieur Aubert, à Avignon, les effectifs ont augmenté de 15 % depuis que le Président de la République est là. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)* À Cavaillon, les CRS sont présents quotidiennement, et le maire LR nous a remerciés publiquement, y compris lors de la venue de votre candidate dans sa commune. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)*

La brigade anticriminalité (BAC) de nuit a été recréée *(Protestations sur quelques bancs du groupe LR)* et nous avons augmenté...

M. Jean-Claude Bouchet. Non ! Faux !

M. Gérald Darmanin, ministre. Mais si, monsieur Bouchet, je vous ai écrit à ce sujet la semaine dernière ! Et dans votre ville de Carpentras, où j'aurais l'honneur de venir si vous m'y invitez, je confirmerai l'augmentation de cinq postes de policier.

Mais il me semblait que ce qui vous inquiétait, c'était le projet de loi. Qu'avez-vous déposé en avril 2012 ? Un projet de loi sur la sécurité et le terrorisme, jamais discuté ; un projet de loi sur les catastrophes naturelles, jamais discuté ; un projet de TVA sociale que vous avez fait voter la veille des élections, jamais discuté. Alors discutons politique plutôt que de faire de la politique politicienne ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.)*

Données clés

Auteur : [M. Julien Aubert](#)

Circonscription : Vaucluse (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4675

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 janvier 2022](#)